

diabolique que le système bancaire actuel. Diabolique, parce qu'il dépouille toujours davantage le peuple au bénéfice des détenteurs du crédit.

Le peuple est écrasé sous les impôts qui servent à payer les intérêts sans cesse progressifs de la dette nationale, impôts lourds et injustes parce que disproportionnés aux services rendus par un État centralisateur.

«Le plus grand dérèglement de l'esprit, c'est de croire les choses parce qu'on veut qu'elles soient et non parce qu'on a vu ce qu'elles sont en effet». La pensée est de Bossuet.

Devant ces faits, ne sommes-nous pas justifiés de nous poser des questions? Quelle puissance occulte force donc nos gouvernements à maintenir une telle dictature? La véritable question est de savoir qui conduit les destinées de la nation. Les politiciens élus par et pour le peuple ou les magnats de la haute finance?

Un gouvernement peut utiliser trois moyens pour obtenir les fonds nécessaires pour faire face à ses obligations. Il peut tout d'abord taxer les citoyens et les institutions, afin d'obtenir la possession de leur argent. Deuxièmement, il peut emprunter l'argent du peuple et des institutions et payer un intérêt sur les sommes empruntées. Troisièmement, il peut simplement créer de l'argent et utiliser les fonds créés pour faire ses achats.

Cette opposition à la création d'argent a déjà paru être fondée sur la croyance que la demande de biens devant toujours être égale à l'offre, aussi longtemps que le gouvernement n'intervenait pas dans l'économie. John Maynard Keynes détruisit cette croyance quand il démontra qu'on ne pouvait être certain que la demande équivalait toujours à l'offre dans les pays riches.

M. Robert Théobald, économiste américain de grande renommée, écrivait, il n'y a pas très longtemps, ce qui suit, et je cite:

Il y a plusieurs méthodes pour combler la différence entre l'offre et la demande. Il serait possible de diminuer le niveau de l'offre sans grandement affecter la demande en diminuant les heures de travail pour un même salaire.

● (8.40 p.m.)

Il serait possible d'augmenter la demande en disant au peuple que plus de biens sont nécessaires pour mener une vie d'aisance et jouir d'un meilleur niveau de vie.

Le gouvernement pourrait simplement combler la différence entre la production actuelle et potentielle, en construisant de nouvelles écoles, en démolissant les taudis et en contrôlant la pollution, parce qu'il se trouverait des ressources inutilisées dans l'économie.

Le gouvernement n'aurait pas besoin de prélever son argent par des taxes ou des emprunts. L'argent pourrait être simplement créé. Les fonds additionnels ne causeraient aucune inflation parce que, par définition, il n'y a pas rareté de produits.

Il s'agit là du témoignage d'un économiste américain, selon lequel il est possible de démocratiser l'argent et de se servir de crédits nouveaux, sans intérêt, pour les développements et l'organisation sociale d'un pays.

Pendant que le ministre des Finances (M. Benson) et le gouvernement permettent des hausses du taux d'intérêt et augmentent les taxes du contribuable canadien, on consent partout dans le monde, à des conditions extrêmement faciles, des prêts de 25, 30, 50 et même 100 millions, sans intérêt, pour des périodes allant de 50 à 60 ans, et souvent avec une période de grâce de 10 ans.

Il est coutume, chez ceux qui s'opposent au Crédit social, d'affirmer que l'application des théories créditistes conduirait à l'inflation. Les libéraux l'ont dit, les conservateurs sont d'accord et, malheureusement, un certain nombre d'économistes qui font leurs études selon les données du système actuel les approuvent.

Pourtant, on constate, tant au Canada qu'aux États-Unis, que ces deux pays, comme la plupart des autres pays du monde, sont aux prises avec ce genre de malaise qu'ils appellent l'inflation et qui a été créé par le système financier déséquilibré d'aujourd'hui. Est-ce la faute du Crédit social, qui n'est appliqué nulle part, ou bien si c'est la faute du système financier actuel?

De nos jours, il ne manque pas de crédit. Ce qui fait défaut, c'est que le crédit n'est pas assez social. De nos jours, il n'est pas nécessaire d'être expert pour constater le grand nombre de moyens mis à la portée de la population en vue d'utiliser le crédit.

Le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux fournissent une multitude d'exemples de l'utilisation du crédit dans tous les ministères, façon de procéder qui est devenue normale. On constate bien, à certaines périodes de la session des divers Parlements, fédéral ou provinciaux, que la discussion devient animée quand il s'agit de l'adoption ou du rejet de certains crédits.

Le ministre intéressé devient parfois nerveux et anxieux. Il sent le besoin de faire appel aux meilleurs conseillers de son ministère pour justifier l'utilisation des crédits demandés. Cette tension occasionnelle s'explique par la mauvaise utilisation de certains crédits adoptés en prévision de dépenses qui ont parfois dépassé, dans une large mesure, les prévisions des estimateurs, qui oublient d'inclure les probabilités de gaspillage.

Le rapport Glassco nous a démontré de quelle façon la bureaucratie contribue à déséquilibrer les prévisions des experts en estimation, quand l'insouciance s'installe en permanence dans les secteurs de l'économie qui devraient être réservés à la compétence.